



CHAPITRE 162

Loi des unités sanitaires

Exécution de la loi. 1. Le ministre de la santé est chargé de l'exécution de la présente loi. S. R. 1941, c. 184, a. 16.

Permanence. 2. Les unités sanitaires sont des organisations d'hygiène permanentes destinées à la surveillance et à la protection de la santé publique dans les comtés où elles sont établies. S. R. 1941, c. 184, a. 2.

Nouvelles unités. 3. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la santé d'établir, quand il le juge à propos, dans les comtés ou groupes de comtés qui n'en bénéficient pas encore, des services d'hygiène publique constitués au moyen d'unités sanitaires, de manière que la partie rurale et semi-urbaine de la province en soit entièrement pourvue. S. R. 1941, c. 184, a. 3.

Contribution municipale. 4. Chaque corporation municipale de comté qui bénéficie d'une unité sanitaire est tenue de payer, comme part contributive des dépenses encourues pour chaque année fiscale de l'unité sanitaire dont elle bénéficie, une somme calculée sur une base de un centin et demi par cent dollars du montant de l'évaluation imposable apparaissant au rôle d'évaluation en vigueur, à l'époque fixée pour ce paiement, dans chacune des municipalités comprises dans le territoire sous la juridiction de cette corporation municipale de comté, sauf les municipalités de cités ou de villes indépendantes de ladite corporation municipale de comté.

Paiement. Le paiement de cette somme doit être fait par la corporation municipale de comté

CHAPTER 162

Health Units Act

1. The Minister of Health is charged with the carrying out of this act. R. S. 1941, c. 184, s. 16.

2. The health units are permanent health organizations having for their object the supervision and the protection of the public health in the counties in which they are established. R. S. 1941, c. 184, s. 2.

3. The Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems it expedient, establish, on the recommendation of the Minister of Health, in the counties or groups of counties not yet benefiting from same, public health services formed by means of health units, so that the rural and semi-urban part of the Province may be entirely provided therewith. R. S. 1941, c. 184, s. 3.

4. Each municipal county corporation benefiting from a health unit shall be bound to pay, as its contributory share in the expenditure incurred for each fiscal year of the health unit from which it is benefiting, a sum calculated on the basis of one and one-half cents per hundred dollars of the amount of the taxable valuation appearing in the valuation roll in force at the time fixed for such payment in each of the municipalities comprised in the territory under the jurisdiction of such municipal county corporation, saving city or town municipalities independent of the said municipal county corporation.

The payment of such sum must be made by the municipal county corporation to

au ministre des finances à la date fixée par le ministre de la santé. S. R. 1941, c. 184, a. 4.

the Minister of Finance at the time fixed by the Minister of Health. R. S. 1941, c. 184, s. 4.

Cités et villes.

5. Dans tout comté où sont situées des municipalités indépendantes de cités ou de villes, qu'elles soient constituées en corporation en vertu d'une loi générale ou d'une loi spéciale, les municipalités indépendantes susdites font partie, pour toutes fins d'hygiène publique, de l'unité sanitaire du comté où elles sont situées, et la corporation municipale de chacune de ces municipalités indépendantes est tenue de payer, comme part contributive des dépenses encourues pour chaque année fiscale de l'unité sanitaire dont elle bénéficie, une somme calculée sur une base de un centin et demi par cent dollars du montant de l'évaluation imposable apparaissant au rôle d'évaluation en vigueur dans cette municipalité indépendante à l'époque fixée pour ce paiement.

5. In any county in which independent city or town municipalities, whether incorporated under general law or by special act, are situated, the said independent municipalities shall, for all purposes of public health, form part of the health unit of the county in which they are situated, and the municipal corporation of each of such independent municipalities shall be bound to pay, as its contributory share in the expenditure incurred for each fiscal year of the health unit from which it is benefiting, a sum calculated on the basis of one and one-half cents per hundred dollars of the amount of the taxable valuation appearing in the valuation roll in force in such independent municipality at the time fixed for such payment.

Réserve.

Cependant si la population d'une telle municipalité indépendante est de quatre mille âmes ou plus, cette part contributive est fixée à une somme calculée sur une base de deux centins par cent dollars de l'évaluation municipale imposable de cette municipalité indépendante.

Nevertheless, if the population of such an independent municipality amounts to or exceeds four thousand souls, such contributory share shall be fixed at a sum calculated on the basis of two cents per hundred dollars of the taxable municipal valuation of the said independent municipality.

Paiement.

Le paiement de cette somme doit être fait par la corporation municipale au ministre des finances, à la date fixée par le ministre de la santé.

The payment of such sum by the municipal corporation must be made by it to the Minister of Finance at the time fixed by the Minister of Health.

Contribution additionnelle.

Cependant, dans le cas de ces municipalités indépendantes, si, par suite du chiffre de la population et de conditions particulières, certaines activités spéciales relatives aux inspections et à la surveillance sanitaires, sont considérées nécessaires, le service provincial d'hygiène est autorisé à conclure avec la corporation municipale de chacune de ces municipalités indépendantes, des arrangements pourvoyant de la part de cette corporation municipale à une rémunération additionnelle pour lesdits services. S. R. 1941, c. 184, a. 5.

However if, in such independent municipalities, on account of the number of the population and particular conditions, certain special activities respecting health inspection and supervision are deemed necessary, the Provincial Bureau of Health may enter into arrangements with the municipal corporation of each of such independent municipalities providing for additional remuneration from the said municipal corporation for the said services. R. S. 1941, c. 184, s. 5.

Fonds consolidé.

6. Les sommes visées par les articles 4 et 5 ci-dessus sont versées au fonds consolidé du revenu.

6. The sums contemplated by the above sections 4 and 5 shall be paid into the consolidated revenue fund.

Déficit.

Au cas où ces sommes et celles provenant des contributions visées par l'article 11,

In the case where such sums and those derived from the contributions contem-

seraient insuffisantes pour rencontrer le budget annuel de chacune des unités sanitaires fixé par le service provincial d'hygiène, le ministre des finances est autorisé à payer à même les montants votés chaque année à cette fin par la Législature les montants nécessaires pour compléter ledit budget annuel. S. R. 1941, c. 184, a. 6.

plated by section 11 are insufficient to meet the annual budget of each health unit as fixed by the Provincial Bureau of Health, the Minister of Finance is authorized to pay out of the amounts voted each year for such purpose by the Legislature the sums necessary to complete the said annual budget. R. S. 1941, c. 184, s. 6.

Exemptions.

7. Si, dans l'opinion du ministre de la santé, certaines cités ou villes dont la population atteint ou dépasse le chiffre de 20,000 âmes et situées dans les limites d'un comté pourvu d'une unité sanitaire, jouissent d'une organisation suffisante d'hygiène publique, il peut exempter lesdites cités ou villes des obligations décrites dans la présente loi. S. R. 1941, c. 184, a. 7.

7. If, in the opinion of the Minister of Health, certain cities or towns, the population whereof numbers or exceeds twenty thousand souls and situated within the limits of a county having a health unit, possess a sufficient public health organization, he may exempt the said cities or towns from the obligations mentioned in this act. R. S. 1941, c. 184, s. 7.

Année financière.

8. L'année fiscale des unités sanitaires coïncide avec l'année fiscale du gouvernement de la province. S. R. 1941, c. 184, a. 8.

8. The financial year of the health units shall coincide with the financial year of the Provincial Government. R. S. 1941, c. 184, s. 8.

Autorité sanitaire.

9. Dans les comtés où une unité sanitaire est établie, cette unité sanitaire constitue l'autorité sanitaire municipale en ce qui concerne la déclaration des maladies contagieuses, aux termes des articles 68 à 73 de la Loi de l'hygiène publique (chap. 161). S. R. 1941, c. 184, a. 9.

9. In counties wherein a health unit is established, such health unit shall be the municipal sanitary authority as regards the notification of contagious diseases under the terms of sections 68 to 73 of the Public Health Act (Chap. 161). R. S. 1941, c. 184, s. 9.

Officiers exécutifs.

10. L'officier médical de l'unité sanitaire, ou à son défaut l'inspecteur sanitaire, est l'officier exécutif, et le secrétaire-trésorier ou le greffier de la municipalité, suivant le cas, est l'assistant officier exécutif de l'autorité sanitaire municipale de toute municipalité faisant partie d'une unité sanitaire. S. R. 1941, c. 184, a. 10.

10. The medical officer of the health unit or in his default the health inspector shall be the executive officer, and the secretary-treasurer or the clerk of the municipality, as the case may be, shall be the assistant executive officer, of the municipal sanitary authority of any municipality forming part of a health unit. R. S. 1941, c. 184, s. 10.

Contributions.

11. Il est loisible au ministre de la santé d'accepter pour les fins de création et de maintien d'unités sanitaires et de verser au ministre des finances en fidéicommis, toute contribution apportée par des corps indépendants ou étrangers désireux de promouvoir les intérêts de l'hygiène dans lesdites unités sanitaires de comtés, suivant les dispositions du paragraphe 6 de l'article 8 de la Loi de l'hygiène publique (chap. 161). S. R. 1941, c. 184, a. 11.

11. The Minister of Health may accept for the purposes of establishing and maintaining health units, and hand over to the Minister of Finance in trust, any contribution made by the independent or outside bodies desirous of promoting the health interests in the said county health units, in accordance with the provisions of paragraph 6 of section 8 of the Public Health Act (Chap. 161). R. S. 1941, c. 184, s. 11.

Direction
des
unités.

12. Les unités sanitaires de comtés sont sous la direction et le contrôle du ministre de la santé qui peut déléguer pour leur surveillance tout fonctionnaire dudit service et qui, pour leur régie interne, peut décréter les règlements qu'il juge opportuns. S. R. 1941, c. 184, a. 12.

12. The county health units shall be under the direction and control of the Minister of Health who may delegate any official of the said Bureau to supervise them, and who, for the internal government thereof, may make such rules as he may deem expedient. R. S. 1941, c. 184, s. 12.

Pouvoirs
de
l'officier
médical.

13. Dans tout comté doté d'une unité sanitaire, l'officier médical de l'unité assume, *ipso facto*, les pouvoirs, devoirs et prérogatives que la Loi de l'hygiène publique (chap. 161) et les règlements édictés sous son empire, attribuent soit aux inspecteurs du service provincial d'hygiène, ou aux autorités sanitaires municipales, leurs officiers et employés.

13. In every county having a health unit, the medical officer of the unit shall assume, *ipso facto*, the powers, duties and prerogatives which the Public Health Act (Chap. 161) and the regulations made thereunder attribute to the inspectors of the Provincial Bureau of Health or to the municipal health authorities and their officers and employees.

Idem.

Également dans le cas de l'émission de la proclamation visée par l'article 105 de la section iv de ladite Loi de l'hygiène publique, les officiers médicaux des unités sanitaires exercent tous les pouvoirs et remplissent tous les devoirs que cette section iv attribue aux conseils locaux d'hygiène. S. R. 1941, c. 184, a. 13.

Likewise in the case of the issuing of the proclamation contemplated by section 105 of Division iv of the said Public Health Act, the medical officers of the health units shall exercise all the powers and perform all the duties which the said Division iv attributes to the local boards of health. R. S. 1941, c. 184, s. 13.

Nomina-
tion des
officiers
médicaux.

14. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme l'officier médical de chaque unité sanitaire et détermine son traitement qui doit être inclus dans le budget annuel de l'unité sanitaire et payé de la même manière que ce budget.

14. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint the medical officer of each health unit and shall fix his salary which must be included in the annual budget of the health unit and paid in the same manner as such budget.

Employé.

Il peut être nommé, conformément à la Loi du service civil (chap. 13), un nombre d'employés jugé nécessaire pour chaque unité sanitaire, et le traitement de ces employés est inclus dans le budget annuel de l'unité sanitaire et payé de la même manière que ce budget. S. R. 1941, c. 184, a. 14; 7 Geo. VI, c. 9, a. 3.

Such number of employees as may be deemed necessary for each health unit may be appointed under the Civil Service Act (Chap. 13) and the salary of such employees shall be included in the annual budget of the health unit and paid in the same manner as such budget. R. S. 1941, c. 184, s. 14; 7 Geo. VI, c. 9, s. 3.

Recouvre-
ment des
contribu-
tions.

15. Les contributions dues par les corporations municipales en vertu de la présente loi, sont recouvrables au besoin par voie d'action légale ordinaire prise par le procureur général. S. R. 1941, c. 184, a. 15.

15. The contributions due by the municipal corporations under this act shall be recoverable if necessary by means of an ordinary legal action taken by the Attorney-General. R. S. 1941, c. 184, s. 15.